

Les Lucides 10 ans plus tard: Mise à jour

INSTITUT DES GÉNÉRATIONS

en partenariat avec

les affaires

Le 19 octobre 2005, douze personnalités québécoises cosignaient le manifeste *Pour un Québec lucide*. Réunissant politiciens, universitaires et personnalités des milieux culturels et des affaires, ce texte a eu l'effet d'une secousse dans la sphère publique et médiatique et a généré son lot de réactions, d'appuis et de critiques, menant même à la réplique officielle *Pour un Québec solidaire*.

Dix ans plus tard, *Les Affaires* a convié l'*Institut des générations* à revenir sur ce manifeste qui a marqué la scène politique québécoise et à porter un regard sur les dix années qui se sont écoulées depuis. Les membres de l'*Institut* se sont prêtés au jeu avec intérêt et enthousiasme. En effet, tous ont un souvenir net de l'impact de la publication de ce manifeste et de l'opinion qu'eux-mêmes en ont eu alors qu'ils étaient de tout jeunes adultes sur les banquettes de collèges ou d'universités. Les chercheurs, professionnels, entrepreneurs, contribuables et parents qu'ils sont devenus ne pouvaient qu'être fascinés à l'idée de se replonger dans ce texte. Qu'en est-il aujourd'hui des constats des Lucides ? Se sont-ils avérés ou étaient-ils plutôt alarmistes ? Le Québec s'est-il enfoncé dans l'impasse annoncée ? Et les pistes de solutions ont-elles été appliquées ? Si oui, avec quels résultats ? Voici autant de questions qui se posent à la relecture de *Pour un Québec lucide*.

Dans la présente analyse, l'équipe de l'*Institut* revient sur les constats et les projections du manifeste pour déterminer si les signataires ont vu juste. Le Québec d'aujourd'hui correspond-il au Québec prophétisé par les Lucides ? La réponse n'est pas tranchée. Si en matière de performance économique et de revenu, le Québec a évolué dans la direction prédite, en termes de finances publiques, de démographie et de chômage, force est de constater que la catastrophe annoncée ne s'est pas concrétisée.

L'*Institut* vous invite à prendre connaissance de cette analyse issue de l'examen des données socio-économiques pertinentes. Elle est rigoureuse, détaillée et approfondie mais elle s'en tient aux constats. Elle ouvre cependant la porte à une entreprise beaucoup plus vaste : expliquer pourquoi certains constats se sont avérés et d'autres non. Le manifeste a-t-il poussé les gouvernements qui se sont succédé au cours de la dernière décennie à agir ? Quel a été son influence sur les politiques publiques forgées par la suite ? Et est-ce que les conclusions de l'analyse qui suit sont le résultat, en tout ou en partie, de la mise en œuvre de politiques publiques ou de l'absence de celles-ci ? Voici des questions auxquelles nous ne répondons pas ici, pas pour le moment. Ce n'est que partie remise.

Démographie

Constats des Lucides :

- « Selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec, le Québec comptera 7,8 millions de personnes en 2050, à peine 300 000 personnes de plus qu'aujourd'hui. Aussi tôt qu'en 2012, il y a aura de moins en moins de gens en âge de travailler, de moins en moins de jeunes et de plus en plus de personnes âgées. »
- « Pendant que le Québec subira ce freinage démographique, la population du reste de l'Amérique augmentera à un rythme rapide, de sorte que dans 40 ans, les 7,8 millions de Québécois seront entourés par près de 1,2 milliard de personnes, parlant pour la plupart anglais et/ou espagnol. »

Données (voir fichier Excel et hyperliens pour les détails) :

- Population du Québec (Voir onglet « Démographie -1 »)
 - De 2005 à aujourd'hui, la population totale est déjà passée de 7,6M en 2005 à 8,2M en 2014.
 - L'ISQ prévoit maintenant que la population du Québec sera de 9,8M en 2050 (scénario de référence « A »).
- Vieillesse (Voir onglet « Démographie -2 »)
 - La population de 20 à 64¹ ans est passée de 4,82M en 2005 à 5,05M en 2012.
 - La population de 65 ans et + est passée de 1,03M en 2005 à 1,31M en 2012.
 - L'ISQ prévoit maintenant que la population de 20 à 64 ans passera à un peu moins de 5M en 2030 et 5,2M en 2061.
 - Malgré le fait que le nombre absolu de travailleurs potentiels a augmenté au cours de la période 2005-2012, le ratio de population (20-64) / population 65+ a diminué, passant de 4,7 en 2005 à 3,9 en 2012. Ce ratio se situe en 2015 à 3,6.
- Québec versus la population du reste de l'Amérique
 - Selon les dernières projections de l'ONU, la population québécoise, qui comptait pour 23,6% de la population canadienne en 2005, ne représentera que 22,3% de la population canadienne en 2045. Au cours de la même période, le poids démographique du Québec en Amérique du nord passera de 2,31% à 2,28% (de 1,73% à 1,65% en incluant la population du Mexique). (Voir onglet « Démographie - 3 »)

Analyse :

- L'évolution de la population totale du Québec n'a pas suivi les prédictions des Lucides (ni les prévisions faites par l'ISQ à l'époque de la publication du manifeste).

¹ Traditionnellement, la population de 15 à 64 ans a été utilisée comme population en âge de travailler, mais dans ses plus récents rapports, l'ISQ a plutôt utilisé la population de 20 à 64 ans.

- L'évolution de population active n'a également pas suivi la trajectoire qu'ils avaient prédite mais l'écart est moins significatif – le ratio de 20-64/65+ a augmenté, mais moins vite que prévu.
- Le Québec a connu un léger baby-boom qui a permis d'adoucir le taux de vieillissement. MAIS la démographie semble sensible aux politiques familiales et aux politiques d'immigration.
- Le constat de 2005 sur les risques de déclin de la population active est cependant toujours d'actualité. La population en âge typique de travailler (20-64) va diminuer légèrement jusqu'à environ 2030 selon les dernières projections pour ensuite augmenter légèrement ([ISQ, p. 31](#)).
- En ce qui a trait au poids démographique du Québec dans le Canada et au sein de l'Amérique, les projections des Lucides étaient aussi trop pessimistes.
- En parallèle, le taux de participation au marché du travail (taux d'activité) a augmenté dans les dernières années pour tous les groupes d'âge sauf chez les 20 à 34 ans. Ceci a presque permis de garder le taux d'activité de la population stable (passant de 65,6 à 64,7 entre 2005 et 2014) et ce malgré le vieillissement de la population. Ceci n'est pas étranger au fait que le taux d'activité des 55 ans et plus sur le marché du travail a grandement augmenté au cours de la même période, passant de 28 à 33,6, surtout grâce à une augmentation de 37,4 à 48,9 chez les 60 à 64 ans. (Voir onglet « Démographie - 4 »)

Revenu et chômage

Constats des Lucides :

- *« En 1961, le revenu annuel moyen des Québécois francophones équivalait aux deux tiers seulement de celui des Québécois anglophones, aujourd'hui on est tout près de la parité de revenu entre les deux groupes linguistiques »*
- *« Au plan du niveau de vie, notamment, le Québec fait encore partie des 25 % les moins riches parmi les provinces et états d'Amérique du Nord. »*
- *« au chapitre du taux de chômage, à l'heure où nous écrivons, l'Ontario ne devance plus le Québec que par 1,4 point (6,8 % vs 8,2 %), alors que l'écart atteignait presque 5 points aussi récemment qu'en 1989. »*
- *« dans leur vie privée comme collective, ils [les québécois] s'endettent jusqu'à la limite de leur carte de crédit. »*

Données :

- Les données publiques les plus récentes trouvées pour corroborer ces propos datent de 2006, mais confirment l'analyse des Lucides : « La comparaison des revenus médians et des revenus moyens des anglophones et des francophones procurent une information contrastée. Les statistiques de 2006 révèlent que les personnes ayant l'anglais comme seule première langue officielle parlée (PLOP) ont un revenu moyen supérieur de 3 100 \$ à celui des personnes ayant le français comme seule PLOP, alors qu'en ce qui a trait au revenu médian, celui des anglophones est de 1 900 \$ inférieurs à celui des francophones. » ([Statistique Canada](#))

- En terme de revenu disponible, le Québec se classait 5^{ième} parmi les 10 provinces en 2005. Son revenu disponible moyen était de 9 % inférieur à la moyenne canadienne (incluant le Québec). En 2013, le Québec est maintenant 9^{ième} sur 10, devançant seulement l'Île-du-Prince-Édouard et a un revenu de 12,9 % inférieur à la moyenne canadienne (incluant le Québec). (Voir onglet « Revenu et chômage - 1 »)
- En octobre 2005, le taux de chômage du Québec était effectivement de 1,7 point de pourcentage plus élevé que la moyenne canadienne et de 1,9 point de pourcentage plus élevé que l'Ontario. En juillet 2015, le taux de chômage québécois se situait plutôt à 0,9 point de pourcentage au-dessus de la moyenne canadienne et de 1,3 point au-dessus de l'Ontario (cette évolution n'est pas étrangère aux conséquences asymétriques sur le marché du travail de la crise économique de 2008). (Voir onglet « Revenu et chômage - 2 »)
- Durant la récession, le Québec a par contre eu 29 mois consécutifs avec des taux de chômage plus bas ou égal à ceux de l'Ontario (janvier 2009 à mai 2011) et 13 mois plus bas ou égal à ceux du Canada. Dans les 12 derniers mois pour lesquels des données sont disponibles, par contre, le taux de chômage est redevenu plus élevé au Québec. En moyenne l'écart a été de 0,85 point de pourcentage avec la moyenne canadienne et de 0,75 point avec l'Ontario.
- Coefficient de Gini (Québec vs. Canada vs. Ontario)
 - « En 2011, le Québec affichait une distribution des revenus plus égalitaire que l'ensemble du Canada et l'Ontario, une situation qui perdurait depuis les années 1980 et tendait à s'amplifier au fil du temps » ([CIRANO](#))
 - Comparaison 2005-2011
 - En 2005, le coefficient de Gini au Québec était de 0.296 et en 2011, était de 0.291.
 - En 2005, le coefficient de Gini au Canada était de 0.317 et en 2011, était de 0.313.
 - En 2005, le coefficient de Gini en Ontario était de 0.321 et en 2011, était de 0.311.
- Les Québécois sont moins endettés que leurs homologues ontariens et canadiens si l'on compare le ratio des dettes sur les avoirs, selon la présence des dettes ([ISQ](#), tableau 3). L'implication des Lucides quant à l'endettement des Québécois peut donc être nuancée.
 - En 2005, le ratio pour le Québec était de 11,8 pour l'ensemble des ménages, et de 20,8 pour les ménages ayant une hypothèque. En 2012, il était de 11,8 pour l'ensemble des ménages, et de 20,8 pour les ménages ayant une hypothèque.
 - En 2005, ce même ratio pour l'Ontario était de 14,9 pour l'ensemble des ménages, et de 27,8 pour les ménages ayant une hypothèque. En 2012, il était de 14,3 pour l'ensemble des ménages, et de 28,1 pour les ménages ayant une hypothèque.
 - En 2005, le ratio pour l'ensemble du Canada était de 13,5 pour l'ensemble des ménages, et de 25,3 pour les ménages ayant une hypothèque. En 2012, il avait augmenté à 14,2 pour l'ensemble des ménages, et se situait à 26,6 pour les ménages ayant une hypothèque.

Analyse :

- Le revenu moyen des Québécois s'est effectivement détérioré par rapport à la moyenne canadienne et nord-américaine.
- La différence entre les taux de chômage du Québec et du reste du Canada s'est par contre amenuisée depuis 2005, particulièrement durant la récession, au cours de laquelle le marché du travail du Québec a été plus résilient que celui du reste du Canada.
- Dans les 10 dernières années, de plus en plus d'études ont aussi démontré que le revenu moyen, ou même médian, n'était pas une très bonne mesure de la qualité de vie d'une province ou d'un pays. La distribution de revenu et la qualité des services gouvernementaux est tout aussi importante. Il serait intéressant de demander aux Lucides s'ils feraient plus de place à ce nouveau courant de pensée s'ils réécrivaient leur manifeste aujourd'hui.
- La conclusion des Lucides quant à l'endettement privé des Québécois, bien que soutenue par l'accroissement du poids des dettes des ménages, ne semble pas tenir compte du contexte canadien, et sous-estimait la performance relative du Québec à cet égard :
 - "Le ratio des dettes sur les actifs indique que la situation financière des ménages du Québec ne s'est pas dégradée outre mesure depuis 1999 et que celle-ci se compare avantageusement à celle des ménages ontariens." (ISQ)
 - "Les ménages québécois sont certainement plus endettés, mais l'accroissement de la valeur des actifs est venu modérer le poids de cet endettement" (ISQ)
 - "Cependant, la valeur des dettes de l'ensemble des ménages du Québec s'est accrue à un rythme plus rapide que celle des avoirs, ce qui vient jeter une ombre sur les perspectives d'avenir" (ISQ)

Performance économique

Constats des Lucides :

- *« le danger ne se présente pas sous forme de précipice, mais de longue pente descendante. Au premier coup d'œil, il ne semble pas y avoir de risque. Mais une fois amorcée, la glissade sera inexorable. »*
- *« Depuis 2000, la production manufacturière a augmenté de 50 % en Asie, tandis qu'elle a stagné au Canada »*
- *« Dans 10, 20 ans, que fabriquerons-nous, nous, Québécois, mieux que les Chinois et les Indiens? Quels seront nos avantages comparatifs? Nos niches d'excellence? »*
- *« On sait aussi que l'économie québécoise croît moins rapidement que celle des provinces et états voisins; or, la faiblesse de notre démographie est l'une des causes de cet essoufflement »*
- *« Ce frein va peser de plus en plus au cours des prochaines années, au point que la croissance réelle du PIB du Québec sera réduite de moitié dès la prochaine décennie. »*
- *« un Québec plus âgé et moins dynamique aura de plus en plus de mal à attirer des immigrants. »*
- *« Les Québécois travaillent moins que les autres Nord-Américains »*

Données :

- La croissance moyenne du PIB du Québec est passée de 1,86 % (CAN 3,25 %) de 1985-1994 à 2,82 % (CAN 2,8 %) de 1995-2004 à 1,41 % (CAN 1,84 %) de 2005-2013.
- La production manufacturière s'est effectivement effondrée entre 2000 et 2012. En pourcentage du PIB, la part du secteur de la fabrication est passée de 22,9% en 2000 à 14,1%. ([ISQ](#))
- Les plus grands sous-secteurs de bien fabriqués sont les aliments, la première transformation des métaux, le matériel de transport, les produits chimiques et le papier. ([ISQ](#))
- Du côté des exportations, les sous-secteurs d'exportations les plus importants sont maintenant l'aluminium, les aéronefs, les minerais et concentrés de fer, l'électricité et les pièces pour aéronefs.
- La croissance de la productivité par heure travaillée a été de 3,54 % au Québec et de 5,27 % dans le Canada dans son ensemble entre 2007 et 2013 (données disponibles seulement à partir de 2007).
- De 2005 à 2014, le nombre d'immigrants s'établissant annuellement au Québec est passé de 43 315 à 50 279. Le pourcentage des immigrants canadiens venant au Québec a aussi augmenté, passant de 18,8 % en 2004 à 19,3 % en 2014.
- Heures travaillées :
 - Les Québécois âgés de 25 à 54 ans travaillaient en moyenne 1,3 heure par semaine de moins que leurs homologues ontariens en 2005. Cet écart a diminué pour aujourd'hui atteindre 0,7 heure par semaine, toujours à l'avantage des Ontariens.
 - En considérant uniquement les salariés à l'heure, dans les 12 mois de juillet 2014 à juin 2015, les Québécois ont travaillé en moyenne 8,4 minutes de moins par semaine que leurs homologues ontariens.

Analyse :

- La croissance économique moyenne du Québec entre 2005 et 2013 (données 2014 non disponibles) est exactement la moitié de la croissance économique moyenne de 1995 à 2004. La période de 2005 à 2013 a par contre connu une grande récession à l'échelle mondiale.
- Cette croissance a aussi été légèrement plus basse que celle du reste du Canada.
- La différence entre les deux, par contre, s'explique en bonne partie par la croissance plus modeste de la productivité au Québec par rapport au reste du Canada. La démographie ne semble donc pas être un facteur aussi déterminant que prévu par les Lucides. La croissance dans le secteur des ressources naturelles (particulièrement dans l'ouest canadien) contribue de façon significative à expliquer cette différence de croissance de la productivité. ([Conference Board](#) of Canada)
 - La part des ressources naturelles dans les exportations du Québec se situe autour de 30 % (Exportations totales de 34,749.40 \$M en 2014)
 - En Alberta, le pétrole brut compte pour 63 % des exportations totales. La part des ressources naturelles dans les exportations albertaines est de 85 % (sur une valeur totale des exportations de \$121.4MM\$ en 2014)

- « Between 2004 and 2014, Alberta exports rose 91%, while exports by the rest of Canada (i.e. Canada excluding Alberta) increased by a mere 15% » ([Alberta Canada](#))
- La « menace » venant de la Chine vient maintenant de la chute dans leur demande – et non pas de leur concurrence. il y a en ce moment même une récession « technique » au Canada, mais il faudra attendre pour en voir les effets sur le Québec. Le Canada concurrence maintenant avec le Mexique pour être le producteur à bas prix pour servir les États-Unis.
- Le rattrapage en heures travaillées au Québec par rapport à l'Ontario s'explique surtout par l'augmentation en heures travaillées chez les femmes.

Dettes et finances publiques

Constats des Lucides :

- « Le gouvernement du Québec fait figure d'un lourd albatros qui ne parvient pas à prendre son envol, notre dette publique par habitant étant la plus élevée du continent »
- « D'ici quelques années tout au plus, nos rêves – en fait, pas les nôtres, mais ceux de nos enfants - seront brutalement interrompus par des coups sur la porte : les huissiers!»
- « d'une part, la hausse des dépenses de santé va continuer de s'accélérer parce que la population âgée sera de plus en plus nombreuse; d'autre part, l'augmentation des revenus va s'affaiblir parce que le nombre de travailleurs payant des impôts ira en diminuant. »
- « C'est le cas de l'allègement du fardeau de la dette publique. À l'heure actuelle, le gouvernement du Québec consacre 16 % de ses dépenses au service de la dette, une part beaucoup plus importante que celle que supportent les autres gouvernements provinciaux. »
- « avec une dette de 120 milliards, chaque augmentation d'un point des taux ajoutera, à terme, 1,2 milliard au service de la dette. »

Données :

- La dette publique (brute) du Québec a augmenté depuis 2005, passant de 120 MM\$ à 197 MM\$ en mars 2014 ([CIRANO](#)).
- Elle a aussi augmenté en pourcentage du PIB, atteignant 54,5 % en mars 2014.
- Le coût du service de la dette, au contraire, a légèrement diminué. La part des dépenses consolidées que le gouvernement du Québec consacre au service de la dette est passée de 12,4 % en 2004-2005 à 11,9 % en 2014-2015.
- Les dépenses publiques en santé sont passées de 30,8 % des dépenses consolidées à 31,7 % entre 2005 et 2013. (20,9 MM\$ à 31,7 MM\$)
- En pourcentage du PIB, elles sont passées de 6,42 % en 2005 à 7,75 % en 2012.

Analyse :

- La dette publique, malgré son augmentation, coûte aujourd'hui moins cher annuellement au gouvernement du Québec qu'à l'époque de la publication du manifeste des Lucides.

- Le risque d'une hausse des taux d'intérêt est toujours là, effectivement, une hausse de 1 % couterait 2 milliards au Québec annuellement. Une telle hausse semble cependant, selon la majorité des économistes dont Pierre Fortin, peu probable à court et à moyen terme.
- Les Québécois arrivent donc toujours à financer un panier de services publics plus généreux que dans le reste du pays sans effrayer les créditeurs au point d'augmenter les taux d'intérêts exigés sur l'endettement du gouvernement.
- La démographie risque toujours, si les prévisions de l'ISQ sont cette fois-ci plus précises, de générer une lourde pression sur les finances publiques de la province.
- Les dépenses en santé représentent un poids de plus en plus lourd sur les finances publiques. Sans une action concrète, il semble irrationnel de croire que nous pourrions soutenir la qualité et la variété des services dont bénéficient les Québécois si les coûts continuent d'augmenter au même rythme.

Éducation

Constat des Lucides :

- *« à l'époque, un jeune Québécois de 25 ans avait fréquenté l'école pendant 9 ans, contre 11 ans pour un jeune Ontarien aujourd'hui, le jeune Québécois a fait 15 ans de scolarité, autant que l'Ontarien »*
- *« une corvée essentielle pour la prospérité future du Québec, soit un investissement massif en éducation et en formation »*
- *« Notamment, il faut faire en sorte que le taux de décrochage diminue et que de plus en plus de jeunes poursuivent leurs études au niveau post-secondaire dans des institutions de haut calibre »*

Données :

- Le taux de diplomation après 7 ans au secondaire au Québec est passé de 73,7 % en 1996-97 à 75,8 % en 2012-2013 ([MELS](#)).
- En Ontario, les taux de diplomation après 5 ans ont grandement augmenté, passant de 68 % en 2004 à 84 % en 2014 ([Ontario](#))
- Le Québec a eu les meilleurs résultats canadiens et se classe parmi les meilleurs pays de l'OCDE en mathématique selon le test PISA de 2012 de l'OCDE. En lecture, le Québec a un léger retard (non statistiquement significatif) lorsqu'on le compare à la Colombie-Britannique, à l'Ontario et à l'Alberta, mais il se classe encore une fois parmi les meilleurs pays. En sciences, le Québec se classe 6^{ième} parmi les 10 provinces et se fait devancer par un plus grand nombre de pays, dont des pays moins riches telles que la Pologne, le Vietnam et l'Estonie, mais devance tout de même un grand nombre de pays riches (France, USA, UK, Norvège, Danemark, etc.). ([OCDE](#))
- Les dépenses en éducation ont augmenté depuis 2005, mais moins rapidement que le reste des dépenses du gouvernement du Québec. Le pourcentage des dépenses consolidées du gouvernement du Québec allant à l'éducation est donc passé de 19,8% en 2005 à 17,1% dans le budget en 2015-2016.

Analyse :

- Les taux de diplomation ont peu évolué depuis 20 ans au Québec, particulièrement si nous nous comparons à l'Ontario.
- Le Québec se positionne par contre très bien dans les tests de comparaisons internationaux, à l'exception de la science où sa performance n'est que moyenne.
- Les investissements en éducation, en proportion avec les autres dépenses du gouvernement du Québec, ont diminué depuis 2005.
- Les investissements dans les services de garde ont, par contre, grandement augmenté.
- Il n'y a pas eu, depuis 2005, de réforme significative de notre système d'éducation.